

Jedwabne, en Pologne

par Jean-Charles Szurek

C'est un ébranlement mémoriel sans précédent, relatif à son passé juif au cours de la seconde guerre mondiale, que vient de connaître la Pologne durant l'année 2001. Un petit ouvrage intitulé *Sasiedzi* (Les voisins), écrit par Jan Tomasz Gross, universitaire américain d'origine polonaise – plus exactement d'origine juive et polonaise (l'“origine” constituant dans ces débats un “argument” de poids) –, sur l'histoire du meurtre, le 10 juillet 1941, de la population juive – 1 600 personnes – d'une petite bourgade de la Pologne orientale, Jedwabne, par ses voisins polonais, en est la cause.

L'historiographie polonaise, que ce soit celle de la période communiste ou celle, plus libre, des historiens émigrés durant la même période, ou encore celle de l'après-89, n'a guère abordé la question posée par Gross, celle d'une co-responsabilité active de certaines parties de la population polonaise dans l'extermination des Juifs. Jusque là dominait en Pologne une représentation plus ou moins complexe des relations judéo-polonaises depuis la guerre, excluant un tel comportement. On y avançait notamment que l'*Armia Krajowa* (A. K), l'Armée du Pays, considérée comme un véritable État clandestin légitime, avait fait condamner, et parfois exécuter, les *szmalcowniki*, ces maîtres-chanteurs qui traquaient les Juifs à la sortie des ghettos et dans les lieux publics, qu'elle avait livré des armes aux combattants du ghetto de Varsovie, que c'étaient des Polonais qui avaient créé en 1942 *Zegota*, célèbre organisation d'aide aux Juifs. Qu'à Yad Vashem, ce sont les Polonais qui forment le plus grand groupe national de Justes. Que s'il y eut des ressentiments et des manifestations d'antisémitisme à l'égard des Juifs, c'était non pas tant en raison du climat

violemment antisémite d'avant guerre que de la collaboration des Juifs avec l'occupant soviétique entre 1939 et 1941 ou avec les autorités communistes à partir de 1944. Tous ces arguments se combinaient et se renvoyaient les uns aux autres, formant un corpus où les souvenirs négatifs étaient “compensés” par des rationalisations ad hoc. Par “souvenirs négatifs”, il faut entendre ici par exemple la prise de possession, par les Polonais, des biens juifs à partir de 1942 et l'obligation juridico-morale de les restituer aux rares survivants qui les réclamaient après la guerre. Si plusieurs milliers de Juifs furent assassinés entre 1944 et 1947, c'est largement à cause de cela, mais pas uniquement: “l'action des trains”, dont parle Joanna Tokarska dans l'article ci-dessous, où les partisans de l'extrême droite polonaise regroupée dans l'organisation NSZ (sigle de Forces Armées Nationales) faisaient sortir des trains les Juifs au nom du combat anti-judéo-bolchévique pour les tuer sur place, accompagne une vision globalement hostile du monde juif dans la société polonaise. Ces “souvenirs négatifs”, peu investigués – les travaux de l'anthropologue Alina Cala font ici exception – ou classés “exceptionnels”, étaient en revanche liés à un système de rationalisation/relativisation où dominait la figure du Juif communiste: traître en 1939, occupant soviétique en 1944, colonel de la sécurité en 1950, émigré en 1968. Cette image complexe, Jan Gross, en mettant en évidence qu'une part importante de la population polonaise du bourg de Jedwabne, profitant de la présence de l'armée allemande en juillet 1941, avait délibérément commis un assassinat collectif aux motivations manifestement matérielles, l'a beaucoup endommagée. Dans la conscience et l'historiographie polonaises depuis 50 ans, la réalité

d'un tel acte semblait inconcevable. On pouvait attribuer des crimes à des individus isolés, marginaux, à des profiteurs de guerre, du lumpen, des groupes extrémistes – mais non à une population rurale locale, même agissant à l'instigation des Allemands. Cette occultation trouve d'ailleurs sa trace matérielle dans le monument que les autorités firent ériger, dans les années 60, à la mémoire des victimes de Jedwabne. Sur le lieu où périrent brûlés dans une étable les 1 600 Juifs, amenés là par les voisins polonais, il a été écrit: "Lieu du martyre de la population juive. La Gestapo et la gendarmerie hitlérienne ont brûlé vives 1 600 personnes le 10. VII. 1941". Cette inscription constitue la quintessence même du souvenir des Juifs, tel qu'on le construisait dans l'historiographie communiste polonaise vingt ans après la guerre. Une certaine vérité ne pouvait visiblement être tue: les Juifs de Jedwabne furent bien exterminés le 10 juillet 1941. Mais un mensonge a pu s'y glisser: c'étaient les Allemands les coupables.

L'ouvrage de Gross provoqua un débat public sur la responsabilité polonaise, amenant historiens, journalistes, hommes politiques, ecclésiastiques à s'interroger, à prendre position. Certains historiens découvrirent que des massacres semblables s'étaient déroulés dans d'autres bourgades de Pologne orientale, engendrant des interrogations sur le rôle des Allemands dans ces crimes: jusqu'à quel point avaient-ils poussé les populations locales ou jusqu'à quel point les avaient-ils contraintes, comme l'ont suggéré certains détracteurs de Gross? D'autres historiens contestèrent Gross sur la méthode: trop grande fiabilité

accordée aux témoignages, absence de sources allemandes, exagération du nombre de victimes. Des journalistes partirent à la recherche des témoins encore vivants et les trouvèrent, notamment des personnes soupçonnées d'avoir directement participé au crime. L'Institut de la Mémoire Nationale, habilité à instruire des plaintes, a entrepris d'ailleurs une investigation sur le crime de Jedwabne qui conduira vraisemblablement à des inculpations. Fait rarissime pour un crime aussi éloigné: une exhumation eut même lieu, de ce fait, qui ne fut pas trop poussée en raison des réserves, de nature religieuse, de certaines organisations juives. Le 10 juillet 2001, 60 ans, jour pour jour après le massacre de Jedwabne, une commémoration officielle s'y déroula en présence d'Aleksander Kwasniewski, président de la république polonaise, qui y fit un discours de repentance, et de nombreuses autres personnalités venues de Pologne et du monde entier. L'Église de Pologne avait effectué une démarche similaire, par une messe célébrée à Varsovie le 28 mai 2001.

L'article qui suit, de l'anthropologue Joanna Tokarska-Bakir, est l'un des plus intéressants et des plus significatifs de cette discussion. L'auteur, qui connaît les débats allemands, a eu la faculté de mesurer l'écart existant entre le travail de mémoire qui s'est déployé en Allemagne et le "syndrome de l'innocence" répandu en Pologne. Elle ne juge pas, elle essaie de comprendre pourquoi dans cette Pologne à l'histoire compliquée, le débat sur le passé juif a pris une dimension nationale et même internationale.



Le juif errant